



## CHAPITRE 287

### Loi des compagnies de fidéicommiss

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

Applica-  
tion.

1. Les articles de la présente loi s'appliquent à toutes les compagnies enregistrées, chaque fois que, d'après leur contexte, ces dispositions réfèrent à une compagnie enregistrée. S. R. 1941, c. 284, a. 3, parag. 3.

Défini-  
tions:

2. À moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont, dans la présente loi, le sens et l'application que leur attribue le présent article:

«siège  
social»;

1° Les mots «siège social» indiquent l'endroit où les principaux officiers administratifs d'une compagnie de fidéicommiss transigent habituellement les affaires de la compagnie;

«bureau  
princi-  
pal dans  
la pro-  
vince»;

2° Les mots «bureau principal dans la province» indiquent l'endroit où l'agent principal d'une compagnie extra-provinciale ou étrangère de fidéicommiss transige habituellement les affaires de la compagnie;

«compa-  
gnie»;

3° Le mot «compagnie», quand il concerne une compagnie de fidéicommiss, indique une compagnie de fidéicommiss constituée en vertu des lois de cette province, ou des lois de l'ancienne province du Bas-Canada, ou de l'ancienne province du Canada, et transigeant le genre d'affaires mentionné dans le paragraphe 7° du présent article, en vertu de la loi ou des lettres patentes qui l'ont ainsi constituée en corporation;

«compa-  
gnie extra-  
pro-  
vinciale»;

4° Les mots «compagnie extra-provinciale» indiquent une compagnie de fidéi-

## CHAPTER 287

### Trust Companies Act

#### DIVISION I

##### INTERPRETATION

Applica-  
tion.

1. The sections of this act shall apply to all registered companies whenever according to their context such provisions refer to a registered company. R. S. 1941, c. 284, s. 3, subsec. 3.

Defini-  
tions:

2. Except where the contrary is expressly declared or is implied from the context, the following expressions, terms and words shall have, in this act, the sense and meaning given them by this section:

(1) The words "head office" mean the place where the principal administrative officers of a trust company habitually carry on the company's business;

(2) The words "principal office in the Province" mean the place where the chief agent of an extra-provincial or foreign trust company habitually carries on the company's business;

(3) The word "company", when applied to a trust company, means a trust company incorporated in virtue of the laws of this Province or of the laws of the former province of Lower Canada or of the former province of Canada, and carrying on the kind of business mentioned in paragraph 7 of this section, in virtue of the act or of the letters patent incorporating it;

(4) The words "extra-provincial company" mean a trust company incorporated

commis constituée en corporation en vertu des lois de la puissance du Canada ou de quelqu'une de ses provinces, à part la province de Québec;

«compagnie étrangère»;

«compagnie enregistrée»;

«compagnie de fidéicommis»;

5° Les mots «compagnie étrangère» indiquent une compagnie de fidéicommis constituée en corporation par un pays autre que le Canada ou quelqu'une de ses provinces;

6° Les mots «compagnie enregistrée» indiquent une compagnie de fidéicommis enregistrée en vertu de la présente loi;

7° Les mots «compagnie de fidéicommis» indiquent une compagnie provinciale, extra-provinciale ou étrangère, autorisée à agir comme tuteur, subrogé-tuteur, curateur aux biens, liquidateur, receveur, conseil judiciaire, gardien judiciaire, séquestre, exécuteur testamentaire, fiduciaire, fidéicommissaire pour les porteurs de bons ou d'obligations, agent pour la liquidation d'affaires en général, l'administration de successions de biens mobiliers ou immobiliers, ou possédant tous les pouvoirs ou quelqu'un ou quelques-uns des pouvoirs ci-dessus énumérés, ou autres pouvoirs analogues, et qui, en sus, peut être autorisée par sa charte:

a) À accepter, remplir et exécuter tous fidéicommis légaux qui peuvent lui être assignés, avec son consentement, par toute personne ou corporation ou par toute cour de justice agissant dans les limites de ses attributions;

b) À faire, en général, au nom de mandants ou en son nom propre pour le compte de mandants, fonction d'agent ou de procureur pour la transaction de toutes affaires, la vente, l'achat ou l'administration d'immeubles, la construction de bâtiments, le placement et la perception de deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, bons, billets, lettres de change et autres valeurs et aussi pour les fins d'enregistrement, d'émission et de contreseing de transferts et de certificats d'actions, de bons, de débentures et d'autres obligations, et à recevoir et gérer tout fonds d'amortissement créé pour les éteindre;

c) À recevoir, comme agent ou dépositaire, toutes sortes de biens mobiliers ou de documents quelconques, pour les garder en sûreté, et administrer les affaires qui leur sont connexes;

d) À faire, au nom de mandants ou en son propre nom pour le compte de mandants,

in virtue of the laws of the Dominion of Canada or of some province of Canada, other than the Province of Quebec;

(5) The words "foreign company" mean a trust company incorporated by a country other than Canada or one of its provinces;

(6) The words "registered company" mean a trust company registered in virtue of this act;

(7) The words "trust company" mean a provincial, extra-provincial or foreign company authorized to act as tutor, subrogatutor, curator to the property, liquidator, receiver, judicial adviser, judicial guardian, sequestrator, testamentary executor, trustee, trustee for the holders of bonds or debentures, agent for the winding up of business in general, the administration of successions and of moveable or immoveable property, or possessing all or one or more of the powers hereinabove mentioned or other like powers, which, in addition, may be authorized by its charter:

(a) To accept, fulfil and execute all legal trusts which may be assigned it with its consent by any person or corporation, or by any court of justice acting within its jurisdiction;

(b) To act in general in the name of principals or in its own name on account of principals, as agent or attorney for the transaction of all kinds of business, the sale, purchase or management of immoveable property, the erection of buildings, the investment and collection of moneys, rents, interest, dividends, hypothecs, bonds, notes, bills of exchange and other securities, and also for the purposes of registering, issuing and countersigning transfers and certificates of shares, bonds, debentures or other obligations, and to receive and manage any sinking-fund established to pay them off;

(c) To receive as agent or depositary all sorts of moveable property or documents whatsoever for safe-keeping, and to manage the business in connection therewith;

(d) To make, in the name of principals or in its own name on account of princi-

des placements, soit en acquisition de biens immobiliers, de biens mobiliers, de créances et d'autres valeurs, soit en prêtant des deniers, avec pouvoir de prendre, pour le paiement de tout placement, les garanties permises par les lois;

e) À garantir tout placement fait par la compagnie ou autrement et le remboursement du capital ou le paiement des intérêts ou des deux;

f) À faire des achats et des ventes d'actions, de bons ou d'obligations garantis par hypothèque ou autrement et à faire des placements de deniers sur ces actions, bons ou obligations;

g) À garantir le titre et la paisible jouissance de toute propriété, d'une manière absolue ou sujette à des conditions et restrictions et à garantir toutes personnes qui y sont intéressées, ou sur le point de le devenir, ou possédant ou sur le point d'acheter ou d'acquérir toute propriété immobilière, contre toutes pertes, actions, procédures ou demandes à raison d'insuffisance, d'imperfection ou de défaut de titre ou au sujet d'empêchements, de charges ou de droits existants;

h) À examiner ou vérifier les livres, comptes, conditions et situations financières de corporations, sociétés ou personnes, à en faire rapport quand elle en sera requise ou autorisée par telles corporations, sociétés ou personnes, et aussi quand elle en sera requise par ordre d'un tribunal de juridiction compétente;

i) À donner des cautionnements en justice pour le bénéfice de parties qui y sont tenues, et des cautionnements extra-judiciaires pour l'exécution fidèle de tout contrat intervenu entre personnes ou corporations;

j) À fixer généralement et à percevoir ou recevoir pour ses services rendus ou à rendre, toute rémunération convenue ou raisonnable en sus des frais légaux ordinaires;

k) À faire tous contrats et actes généralement nécessaires pour l'accomplissement de fonctions qui peuvent lui être conférées dans les limites ci-dessus;

8° Les mots « capital-actions permanent » ou « actions permanentes » indiquent le capital ou les actions d'un capital-actions non sujet à remise ou à remboursement de la part de la compagnie;

pals, investments either by the acquisition of moveable or immoveable property, or of debts or other securities, or by lending money, with power to take such security for the payment of any investment as the law allows;

(e) To guarantee any investment made by the company or otherwise, and the payment of the capital or interest thereof or both;

(f) To buy and sell shares, bonds or debentures secured by hypothec or otherwise, and to invest moneys therein;

(g) To guarantee the title and the peaceful enjoyment of any property, either absolutely or subject to conditions and restrictions, and to warrant all persons interested therein or to be interested therein, or possessing or intending to buy or acquire any immoveable property, against all loss, actions, proceedings or demands by reason of insufficiency, imperfection or want of title or as regards existing impediments, charges or rights;

(h) To examine or audit the books, accounts and financial statements of corporations, partnerships or persons, and to report thereon, when required or authorized so to do by such corporations, partnerships or persons, and also, when required so to do by order of a court of competent jurisdiction;

(i) To become judicial sureties for the benefit of parties obliged to give such security, and extra-judicial sureties for the faithful performance of any contract between any persons or corporations;

(j) To fix generally and to collect or receive, for its services rendered or to be rendered, any agreed or reasonable remuneration over and above ordinary legal expenses;

(k) To make and execute all contracts and instruments generally necessary for the performance of the functions which may be conferred upon it within the above limits;

(8) The words "permanent stock" or "permanent shares" mean the capital or shares not liable to be withdrawn from or repaid by the company;

«capital permanent», etc.;

«permanent stock», etc.;

«capital  
tem-  
poraire»,  
etc.;

9° Les mots « capital-actions temporaires » ou « actions temporaires (*terminating stock or terminating shares*) », comprennent cette partie du capital-actions ou tout le capital-actions ou cette partie des actions ou toutes les actions d'un capital-actions qui est sujet ou peut être sujet à remise ou à remboursement de la part de la compagnie;

«libéré»;

10° Le mot « libéré », quand il s'applique à une action ou à un capital-actions, désigne une action ou un capital-actions absolument payé et aucunement sujet à quelque responsabilité, actuelle ou éventuelle, envers la compagnie;

«ministre  
des fi-  
nances».

11° Les mots « ministre des finances » comprennent tout fonctionnaire du ministère des finances, autorisé à remplir les fonctions attribuées au ministre des finances en vertu de la présente loi. S. R. 1941, c. 284, a. 2.

(9) The words "terminating stock" or "terminating shares" include the whole <sup>terminating stock</sup> or that part of the capital stock or shares <sup>etc.</sup> which is or may be liable to be withdrawn from or repaid by the company;

(10) The word "paid-up", when applied <sup>"paid-up"</sup> to a share or to stock, means a share or stock paid in full and subject to no further responsibility actual or contingent towards the company;

(11) The words "Minister of Finance" <sup>"Minister of Finance"</sup> include any officer of the Department of Finance authorized to exercise the functions assigned to the Minister of Finance in virtue of this act. R. S. 1941, c. 284, s. 2.

## SECTION II

### DE L'APPLICATION DE LA LOI DES COMPAGNIES

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

3. 1. Les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies (chap. 271) s'appliquent aux compagnies constituées en corporation par la Législature de cette province, sauf les dispositions spéciales de la présente loi et des chartes particulières.

2. Les dispositions de la première partie de la Loi des compagnies s'appliquent aux compagnies de fidéicommiss constituées en corporation par lettres patentes émises sous le grand sceau de la province en vertu d'une loi de cette province, à quelque époque que ce soit avant l'entrée en vigueur des présents Statuts refondus, ou qui le seront à l'avenir, sauf les dispositions spéciales de la présente loi. S. R. 1941, c. 284, a. 3, parag. 1 et 2.

## SECTION III

### DE LA CONSTITUTION EN CORPORATION

Lettres  
patentes.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, au moyen de lettres patentes sous le grand sceau, accorder une charte à tout nombre de personnes n'étant pas moindre que neuf qui lui en font la demande par requête dans le but d'obtenir tous les pou-

## DIVISION II

### APPLICATION OF COMPANIES ACT

3. (1) The provisions of Part II of the <sup>Law ap-  
plicable.</sup> Companies Act (Chap. 271) shall apply to companies incorporated by the Legislature of this Province, saving any special provisions of this act or of any individual charter.

(2) The provisions of Part I of the Companies Act shall apply to trust companies incorporated by letters patent issued under the great seal of the Province under any law of the Province, at any time whatsoever before the coming into force of these Revised Statutes, subject to the special provisions of this act. R. S. 1941, c. 284, s. 3, subsec. 1 and 2.

## DIVISION III

### INCORPORATION

4. The Lieutenant-Governor in Council <sup>Letters  
patent.</sup> may, by letters patent under the great seal, grant a charter to any number of persons not less than nine who apply therefor by petition in order to obtain the powers or some of the powers men-

voirs, ou quelqu'un ou quelques-uns des pouvoirs énumérés dans le paragraphe 7° de l'article 2. S. R. 1941, c. 284, a. 4.

Preuve exigée.

5. Avant l'émission des lettres patentes, il doit être démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil:

1° Que, dans la localité où la compagnie projetée aura son siège social, il est opportun, pour la commodité du public, d'établir une compagnie de fidéicommiss ou une compagnie de fidéicommiss additionnelle;

2° Que les requérants ont toute l'habileté nécessaire pour remplir les devoirs d'une compagnie de fidéicommiss de façon à commander la confiance du public;

3° Que la compagnie projetée possède un capital-actions permanent et souscrit d'au moins deux cent cinquante mille dollars, divisé en actions d'une valeur au pair de cent dollars chacune, dont cent mille dollars au moins ont été versés par les souscripteurs de ce capital, en fidéicommiss pour la compagnie, dans une banque légalement constituée;

4° Que chaque souscripteur a payé de ses deniers sa part contributoire dans le capital libéré, en proportion du nombre d'actions qu'il a souscrites;

5° Que chaque requérant détient au moins dix actions en son propre nom et pour lui-même. S. R. 1941, c. 284, a. 5.

Capital permanent. Certificats.

6. Le capital-actions d'une compagnie de fidéicommiss doit être permanent.

Quand il s'agit d'actions complètement libérées, la compagnie peut émettre des certificats d'actions aux conditions qui peuvent être déterminées, démontrant que le porteur a droit aux actions qui y sont mentionnées et elle peut, au moyen de coupons ou autrement, pourvoir au paiement des dividendes à venir sur les actions mentionnées dans ces certificats. S. R. 1941, c. 284, a. 6.

#### SECTION IV

##### DES POUVOIRS GÉNÉRAUX

Emprunts prohibés.

7. 1. Sauf les dispositions contraires contenues dans une charte spéciale, une compagnie ne peut emprunter des deniers

tioned in paragraph 7 of section 2. R. S. 1941, c. 284, s. 4.

5. Before the issuing of the letters patent, it must be established to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council:

Evidence required.

(1) That it is expedient, as being for the convenience of the public, that there should be a trust company or an additional trust company in the place where the proposed company will have its head office;

(2) That the petitioners have the qualifications necessary for performing the duties of a trust company, so as to command the confidence of the public;

(3) That the proposed company has a permanent subscribed capital stock of at least two hundred and fifty thousand dollars, divided into shares of the par value of one hundred dollars each, at least one hundred thousand dollars whereof have been paid by the subscribers thereof in trust for the company into a chartered bank;

(4) That each subscriber has paid with his own money his share of the paid-up capital in proportion to the number of shares for which he has subscribed;

(5) That each petitioner is the holder of at least ten shares in his own name and for his own behalf. R. S. 1941, c. 284, s. 5.

6. The capital stock of a trust company shall be permanent.

Capital permanent.

In the case of paid-up shares the company may issue stock certificates upon such conditions as may be, from time to time, determined, showing that the bearer has a right to the shares therein mentioned, and it may provide, by means of coupons or otherwise, for the future dividends on the shares mentioned in the certificate. R. S. 1941, c. 284, s. 6.

Certificates.

#### DIVISION IV

##### GENERAL POWERS

7. (1) Subject to any provisions to the contrary contained in a special charter, no company shall borrow money by re-

Borrowing forbidden.



par la réception de dépôts ou l'émission de bons ou d'obligations, quel que soit le nom sous lequel ces bons ou obligations puissent être désignés.

**Exception.** 2. Quand les deniers sont confiés à une compagnie dans le but, de bonne foi, de les faire placer par elle en sa qualité de fidéicommissaire ou d'agent, le fait, par la compagnie, de garantir le paiement de ces deniers ou de l'intérêt sur ces deniers à des taux d'intérêt convenus, à dates fixes, ne constitue pas un emprunt ou une émission de bons ou d'obligations dans le sens prohibé par le paragraphe 1 du présent article.

**Autre exception.** 3. Une compagnie peut, toutefois, emprunter ou émettre des bons ou obligations pour un montant n'excédant pas soixante et quinze pour cent de son capital libéré, dans le but de construire des bâtiments pour son propre usage, en tout ou en partie. S. R. 1941, c. 284, a. 7.

**Place-ments.** 8. Une compagnie enregistrée peut placer les deniers qu'elle détient en une des capacités ou qualités mentionnées dans le paragraphe 7<sup>o</sup> de l'article 2, de la manière permise par les articles 981<sup>o</sup> et suivants du Code civil, ou sur les bons ou obligations de toute compagnie constituée en corporation, quand ces bons ou obligations sont garantis par une hypothèque sur des biens-fonds situés dans la province et évalués à un montant n'excédant pas les trois cinquièmes de l'évaluation municipale, ou sur les bons ou obligations garantis soit par la puissance du Canada, soit par une de ses provinces, ou sur les obligations remboursables de toute corporation municipale ou scolaire du Canada.

**Place-ments sur hypo-thèque.** Une compagnie enregistrée peut encore placer les deniers qu'elle détient en une des capacités ou qualités mentionnées dans le paragraphe 7<sup>o</sup> de l'article 2, quand elle le juge à propos, sur première hypothèque sur des biens-fonds situés dans la province, quoique ces biens-fonds ne soient pas encore portés au rôle d'évaluation de la municipalité, ou sur les bons ou obligations de toute compagnie constituée en corporation, quand ces bons ou obligations sont garantis par une première hypothèque sur des biens-fonds situés dans la province, quoique ces biens-fonds ne soient pas encore portés au rôle d'évaluation de la municipalité; mais, dans ces cas, la compagnie doit

ceiving deposits or by issuing bonds or debentures, by whatever names such bonds or debentures may be described.

(2) Whenever money is entrusted to a company for the *bona fide* purpose of having such money invested by the company in its capacity of trustee or agent, the fact of the company guaranteeing the payment of such money or of the interest thereon at an agreed rate of interest at fixed dates shall not constitute a loan or an issue of bonds or debentures forbidden by subsection 1 of this section.

(3) A company may, however, borrow or issue bonds or debentures to an amount of not more than seventy-five per cent of its paid-up capital, in order to erect buildings for its own use, in whole or in part. R. S. 1941, c. 284, s. 7.

8. A registered company may invest money which it holds in one of the capacities mentioned in paragraph 7 of section 2, in the manner authorized by articles 981<sup>o</sup> and following of the Civil Code, or in bonds or obligations of any incorporated company when such bonds or obligations are secured by a hypothec on immoveable property situate in the Province to an amount not exceeding three-fifths of the municipal valuation, or in bonds or debentures guaranteed by the Dominion of Canada, or by any one of the provinces thereof, or in the terminable debentures of any municipal or school corporation in Canada.

A registered company may also invest the moneys which it holds in one of the capacities mentioned in paragraph 7 of section 2, when it thinks proper, on first hypothec on immoveable property situate in the Province, although such property is not yet entered in the municipal valuation roll, or in the bonds or debentures of any incorporated company when such bonds or debentures are secured by a first hypothec on immoveable property situate in the Province, although such immoveable property is not yet entered in the municipal valuation roll; but in such case the company must previously have obtained the permission, on summary petition, of a

avoir obtenu au préalable la permission, sur requête sommaire, du juge en chambre de la Cour supérieure du district dans lequel sont situés les biens-fonds. Le juge, avant d'accorder la requête, peut exiger toute preuve par affidavit ou par témoins, qu'il croit nécessaire. S. R. 1941, c. 284, a. 8.

judge in chambers of the Superior Court for the district in which the immovable property is situate, who, before granting such petition, may require any evidence, by affidavit or from witnesses, which he thinks necessary. R. S. 1941, c. 284, s. 8.

Placement  
des con-  
joints.

**9.** Une compagnie enregistrée peut, quand elle le juge avantageux, placer en son propre nom les deniers qu'elle détient en une des capacités ou qualités mentionnées dans le paragraphe 7<sup>e</sup> de l'article 2, ainsi que ses propres deniers, sur une seule et même hypothèque ou valeur autorisée en vertu de l'article 8, mais elle est alors tenue de faire des entrées spéciales dans ses livres afin d'accorder à chaque fidéicommiss, personne ou corporation intéressée, sa juste part dans le placement ainsi fait.

**9.** A registered company may, when it deems expedient, invest in its own name the shares which it holds in one of the capacities mentioned in paragraph 7 of section 2, as well as its own money, in a single hypothec or security authorized by section 8, but in such case it must make special entries in its books so as to assign to each trust, person or corporation interested, his or its proper share in such investment.

Joint  
invest-  
ments.

Ségrégation.

La partie des deniers ainsi placée au nom de la compagnie enregistrée et qui ne lui appartient pas, ne répond pas des dettes ni des obligations de la compagnie. S. R. 1941, c. 284, a. 9.

The part of the moneys so invested in the name of the registered company and which does not belong to it shall not be liable for the debts or obligations of the company. R. S. 1941, c. 284, s. 9.

Proviso.

Autres  
place-  
ments.

**10.** Une compagnie enregistrée peut aussi placer les deniers appartenant à des personnes, sociétés ou corporations, pouvant disposer librement de leurs biens, de la façon indiquée dans l'acte créant le fidéicommiss ou l'agence. À défaut de dispositions à cet égard dans l'acte de fidéicommiss ou d'agence, les prescriptions des articles 8 et 9 reçoivent leur application. S. R. 1941, c. 284, a. 10.

**10.** A registered company may also invest moneys belonging to persons, firms or corporations having the right to freely dispose of their property, in the manner mentioned in the instrument creating the trust or the agency. In default of such provisions in the instrument of trust or agency, sections 8 and 9 shall apply. R. S. 1941, c. 284, s. 10.

Other in-  
vest-  
ments.

Comité  
exécutif.

**11.** Les administrateurs d'une compagnie peuvent déléguer, par règlement, selon qu'ils le jugent à propos, certains de leurs pouvoirs à un comité exécutif composé d'au moins trois membres du conseil d'administration de la compagnie. S. R. 1941, c. 284, a. 11.

**11.** The directors of a company may delegate by by-law, as they may think proper, certain of their powers to an executive committee consisting of at least three members of the board of directors of the company. R. S. 1941, c. 284, s. 11.

Executive  
commit-  
tee.

Pouvoirs.

**12. 1.** Conformément à ses règlements ou à sa constitution, une compagnie enregistrée peut

**12. (1)** Any registered company may, subject to its by-laws or its charter

Powers.

a) posséder absolument pour ses propres usage et avantage toute propriété immobilière qui peut lui être nécessaire et utile pour la poursuite de ses affaires; et  
b) acquérir, pour protéger ses intérêts, toute propriété immobilière engagée ou hypothéquée en sa faveur;

(a) hold absolutely for its own use and benefit all immovable property which may be necessary or useful for the conduct of its business; and

(b) acquire, for the protection of its interests, any immovable property pledged or hypothecated in its favour;

	c) louer, hypothéquer, vendre ou aliéner les propriétés immobilières visées aux sous-paragraphes <i>a</i> et <i>b</i> .	(c) lease, hypothecate, sell or alienate the immoveable properties contemplated in paragraphs <i>a</i> and <i>b</i> .
Restriction.	2. Cependant, une compagnie enregistrée ne peut garder une propriété immobilière acquise conformément aux dispositions du sous-paragraphes <i>b</i> du paragraphe 1 du présent article pendant plus de sept ans à compter de la date de son acquisition ou au delà d'un ou des délais additionnels ne dépassant pas en tout cinq ans, que peut accorder le lieutenant-gouverneur en conseil.	(2) However, a registered company may not retain an immoveable property acquired according to the provisions of paragraph <i>b</i> of subsection 1 of this section for more than seven years from the date of its acquisition or beyond the additional delay or delays not exceeding in all five years, which may be granted by the Lieutenant-Governor in Council.
Vente, etc.	Cette propriété immobilière doit être définitivement vendue, ou aliénée pendant cette période ou ce délai, selon le cas, de manière que la compagnie n'y conserve plus aucun intérêt sauf à titre de garantie.	Such immoveable property must be sold or disposed of absolutely during this period or delay, as the case may be, in such manner that the company shall retain therein no interest whatsoever, save as a security.
Confiscation.	3. Toute propriété immobilière acquise conformément aux dispositions du sous-paragraphes <i>b</i> du paragraphe 1 qui est gardée plus longtemps que ne l'autorisent les dispositions du présent article est sujette à confiscation au nom de Sa Majesté aux droits de la province.	(3) Any immoveable property acquired according to the provisions of paragraph <i>b</i> of subsection 1 which is retained for a time longer than that authorized by the provisions of this section shall be subject to confiscation in the name of Her Majesty in the rights of the Province.
Délai.	Toutefois, cette confiscation n'est exécutoire qu'après l'expiration d'au moins six mois de l'année civile à compter d'un avis écrit donné à la compagnie par l'inspecteur des compagnies de fidéicomis de l'intention de Sa Majesté d'appliquer cette confiscation.	Such confiscation, however, shall be carried out only after the expiration of at least six months of the civil year from the time written notice is given to the company by the Inspector of Trust Companies of the intention of Her Majesty to apply such confiscation.
Vente, etc. préalable.	Nonobstant cet avis, la compagnie peut, avant que cette confiscation ne soit appliquée, vendre ou aliéner cette propriété immobilière qui cesse alors d'être sujette à confiscation. S. R. 1941, c. 284, a. 12; 11 Geo. VI, c. 67, a. 1.	Notwithstanding such notice, the company may, before such confiscation be applied, sell or alienate this immoveable property which shall then cease to be subject to confiscation. R. S. 1941, c. 284, s. 12; 11 Geo. VI, c. 67, s. 1.
Contrainte par corps.	13. Le président, le vice-président, le secrétaire et le gérant d'une compagnie enregistrée et, dans le cas d'une compagnie extra-provinciale ou étrangère, son agent principal dans la province, sont sujets à la contrainte par corps, personnellement, dans les cas où des individus exerçant les fonctions que la compagnie exerce y seraient sujets. S. R. 1941, c. 284, a. 13.	13. The president, the vice-president, the secretary and the manager of a registered company, and, in the case of an extra-provincial or foreign company, its chief agent in the Province, shall be personally subject to coercive imprisonment in cases where individuals exercising the functions which the company exercises would be subject thereto. R. S. 1941, c. 284, s. 13.
Droit d'agir seule.	14. Une compagnie enregistrée autorisée à exercer l'une ou plusieurs des charges mentionnées dans le paragraphe 7 <sup>e</sup> de l'article 2, peut agir seule en cette capacité ou	14. A registered company authorized to hold one or more of the offices mentioned in paragraph 7 of section 2 may act alone in such capacity notwithstanding



qualité, et ce, malgré toute disposition générale ou spéciale dans une loi exigeant que deux ou plusieurs personnes soient nommées à l'exercice de la charge dont est revêtue la compagnie enregistrée.

Cautionnement non requis.

Une compagnie enregistrée, quand elle est nommée à une charge quelconque par des personnes ou des corporations ou par un tribunal de juridiction compétente, n'est pas tenue de fournir d'autre cautionnement ou d'autre garantie que son propre engagement de remplir les devoirs de la charge qui lui est confiée, à moins que le tribunal, dans le cas d'une nomination relevant de sa juridiction, ne juge à propos d'en décider autrement. S. R. 1941, c. 284, a. 14.

Comptes séparés.

**15.** Les sommes d'argent et valeurs de chaque fidéicommis doivent être toujours distinctes de celles d'une compagnie enregistrée et forment des comptes séparés, et chaque fidéicommis particulier est désigné, dans les livres de la compagnie, de manière à être toujours séparé de tout autre dans les registres et autres livres de compte tenus par la compagnie, afin que jamais les fonds en fidéicommis ne forment partie et ne soient confondus avec l'actif général de la compagnie, et celle-ci, dans les reçus de location et dans la surveillance et l'administration du fidéicommis ou autre propriété, doit tenir des dossiers et des comptes séparés de toutes les opérations qui s'y rapportent, et lesdits fidéicommis et autres propriétés ne sont pas responsables des dettes ordinaires et obligations de la compagnie. S. R. 1941, c. 284, a. 15.

Pouvoirs.

**16.** Toute compagnie de fidéicommis constituée en vertu d'une loi de la province peut, par acte d'accord,

*a)* se fusionner avec toute autre compagnie de fidéicommis également constituée en vertu d'une loi de la province; ou  
*b)* lui vendre la totalité de ses biens, droits, affaires et mandats, ou acheter la totalité des biens, droits, affaires et mandats d'une telle autre compagnie de fidéicommis.

Approbation de règlement.

Le règlement adopté à ce sujet doit être soumis aux actionnaires de chacune des compagnies parties à l'acte d'accord, à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

any general or special provision of any law requiring two or more persons to be appointed to the office held by a registered company.

A registered company, when it is appointed to any office by any person or corporation, or by a court of competent jurisdiction, shall not be bound to furnish any bond or security other than its own undertaking to perform the duties of the office entrusted to it, unless the court, in the case of an appointment within its jurisdiction, thinks fit to order otherwise. R. S. 1941, c. 284, s. 14.

Security not required.

**15.** The sums of money and securities of each trust shall be always kept separate from those of the registered company itself, and separate accounts thereof shall be kept, and each separate trust shall be described in the books of the company, so as to be always distinct from any other in the registers and other books of account kept by the company, so that the trust funds shall never form part of nor be confounded with the general assets of the company; and the company, in its receipts for rent and in the supervision and management of the trust or other property, shall keep separate records and accounts of all operations relating thereto, and the said trust and other properties shall not be responsible for the ordinary debts and obligations of the company. R. S. 1941, c. 284, s. 15.

Separation of moneys.

**16.** Every trust company incorporated under a law of this Province may, by a deed of agreement,

*(a)* amalgamate with any other trust company also incorporated under a law of this Province; or

*(b)* sell to it the whole of its property, rights, business and mandates, or purchase the whole of the property, rights, business and mandates of such other trust company.

The by-law passed in this respect shall be submitted to the shareholders of each of the companies which are parties to the deed of agreement, at a special general meeting called for such purpose.

Powers.

Approval of by-law.

**Adoption.** Si le règlement en question est approuvé par un vote affirmatif représentant au moins cinquante-cinq pour cent, en nombre et en valeur, de tout le capital-actions de chacune des compagnies concernées, il est tenu pour adopté.

**Approba-  
tion du  
Lt.-gouv.  
en c.** Toutefois l'acte d'accord doit, pour avoir force de loi et devenir en vigueur, être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des finances. A cette fin, une copie certifiée du règlement, de l'acte d'accord et du résultat du vote doit être transmise au ministre des finances.

**Publica-  
tion de  
l'avis.** L'avis de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil est publié dans la *Gazette officielle de Québec*, sous la signature du ministre des finances, et l'acte d'accord en question prend effet seulement à compter de cette publication ou de la date que le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer à cette fin. S. R. 1941, c. 284, a. 16; 14 Geo. VI, c. 25, a. 1.

**Fusion  
prohibée.** **17.** Nonobstant toute disposition contraire d'une loi, d'une charte ou de lettres patentes, une compagnie de fidéicommiss constituée en vertu d'une loi de cette province n'a pas le pouvoir de se fusionner avec une compagnie extra-provinciale ou une compagnie étrangère, ou de lui vendre la totalité de ses biens, droits, affaires et mandats.

**Excep-  
tion.** Cependant le lieutenant-gouverneur en conseil, à la recommandation du ministre des finances, peut autoriser une telle fusion ou une telle vente aux conditions par lui déterminées et à condition, en particulier, que la fusion ou la vente ci-dessus mentionnée soit autorisée et approuvée conformément à l'article 16. S. R. 1941, c. 284, a. 16a; 14 Geo. VI, c. 25, a. 1.

If the by-law in question is approved by an affirmative vote representing at least fifty-five per cent, in number and value, of all the capital stock of each of the companies concerned, it shall be regarded as passed.

Nevertheless, in order to have legal effect and to come into force, the deed of agreement must be approved by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Finance. To this end, a certified copy of the by-law, of the deed of agreement and of the result of the vote must be sent to the Minister of Finance.

The notice of approval by the Lieutenant-Governor in Council shall be published in the *Quebec Official Gazette*, over the signature of the Minister of Finance, and the deed of agreement in question shall take effect only from such publication or from the date which the Lieutenant-Governor in Council may fix for such purpose. R. S. 1941, c. 284, s. 16; 14 Geo. VI, c. 25, s. 1.

**17.** Notwithstanding any contrary provision of any law, charter or letters patent, a trust company incorporated under a law of this Province shall not have the power to amalgamate with an extra-provincial company or a foreign company, or to sell to it the whole of its property, rights, business and mandates.

The Lieutenant-Governor in Council, however, upon the recommendation of the Minister of Finance, may authorize such amalgamation or sale upon the conditions determined by him and upon the condition, especially, that the amalgamation or sale above mentioned be authorized and approved in accordance with section 16. R. S. 1941, c. 284, s. 16a; 14 Geo. VI, c. 25, s. 1.

## SECTION V

## DE L'ENREGISTREMENT

**Enregis-  
trement  
requis.** **18. 1.** Une compagnie de fidéicommiss ne peut transiger des affaires de fidéicommiss en cette province que si elle est enregistrée chez le ministre des finances, conformément à la présente loi.

**Certificat.** **2.** Le certificat d'enregistrement sous-trait la compagnie qui l'obtient aux pro-

## DIVISION V

## REGISTRATION

**18. (1)** No trust company shall carry on trust business in this Province unless it is registered in the office of the Minister of Finance in accordance with this act.

**(2)** The certificate of registration shall relieve the company obtaining the same

hibitions contenues dans l'article 365 du Code civil, sauf, toutefois, celles relatives aux assignations personnelles ou aux assignations pour servir comme témoins ou jurés et celles relatives aux poursuites pour assaut, batterie et autre voie de fait.

Tutelle.

3. Un certificat d'enregistrement ne peut être émis en faveur d'une compagnie de fidéicommiss pour exercer les fonctions de tuteur ou de subrogé-tuteur à la personne, et ce nonobstant toute disposition législative pouvant autoriser une compagnie à exercer telles fonctions. S. R. 1941, c. 284, aa. 17 et 18.

Compagnies pouvant être enregistrées.

**19.** Les compagnies de fidéicommiss suivantes qui sont solvables peuvent être enregistrées:

1° Les compagnies de fidéicommiss constituées en corporation en vertu des lois de la province depuis le 1er juillet 1913, (date de l'entrée en vigueur de la loi 3 George V, chapitre 44,) et celles qui le seront à l'avenir en vertu desdites lois;

2° Les compagnies de fidéicommiss déjà constituées en corporation en vertu des lois de la province, ou de celles de l'ancienne province du Canada, ou de l'ancienne province du Bas-Canada, ou de celles du Parlement du Canada ou d'une autre province canadienne, qui, le 1er juillet 1913, transigeaient, de bonne foi, des affaires dans la province, ou celles déjà constituées en corporation par les lois de cette province, avant le 1er juillet 1913, et qui ne faisaient pas alors affaires, sujet toutefois aux dispositions de l'article 44, mais les compagnies non constituées en vertu des lois de cette province ne sont enregistrées qu'aux termes et conditions fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

3° Les compagnies de fidéicommiss extra-provinciales qui n'émettent que des actions permanentes et possèdent un capital-actions souscrit d'au moins cinq cent mille dollars, dont cent mille dollars au moins ont été payés;

4° Les compagnies de fidéicommiss étrangères, mais seulement aux termes et conditions fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 284, a. 19.

from the prohibitions contained in article 365 of the Civil Code, except, however, those relating to personal summons or summons to serve as witnesses or jurors, and those relating to prosecutions for assault, battery or other violence to the person.

(3) No certificate of registration may be issued in favour of a trust company empowering it to act as tutor or subrogate-tutor to persons, notwithstanding any legislative provisions which may authorize a company to act as such. R. S. 1941, c. 284, ss. 17 and 18.

Tutorship.

**19.** The following trust companies, being solvent, may be registered:

Companies which may be registered.

(1) Trust companies incorporated in virtue of the laws of the Province, since the 1st of July, 1913, (the date of the coming into force of the act 3 George V, Chapter 44), and those hereafter incorporated in virtue of such laws;

(2) Trust companies already incorporated in virtue of the laws of the Province or of those of the former Province of Canada or of the former Province of Lower Canada or of those of the Parliament of Canada or of any other Province of Canada, which, on the 1st of July, 1913, were carrying on business in good faith in the Province, or those already incorporated by the laws of this Province before the 1st of July, 1913, but which had not then begun to carry on business, the whole, however, subject to the provisions of section 44; but companies not incorporated in virtue of the laws of this Province shall be registered only on the terms and conditions fixed by the Lieutenant-Governor in Council;

(3) Extra-provincial trust companies that issue permanent stock only and have a subscribed capital stock of at least five hundred thousand dollars, of which at least one hundred thousand dollars has been paid up;

(4) Foreign trust companies, but only on the terms and conditions fixed by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 284, s. 19.

Registre  
des com-  
pagnies de  
fidéicom-  
mis.

**20.** Il est tenu, chez le ministre des finances, un registre appelé « Register des compagnies de fidéicomis », dans lequel doivent être inscrites toutes les compagnies de fidéicomis qui ont obtenu un certificat d'enregistrement.

Il doit être indiqué dans ce registre :

Contenu.

1° Le nom de la compagnie de fidéicomis et les objets pour lesquels le certificat a été octroyé;

2° Le premier jour et le dernier jour du terme pour lequel la compagnie de fidéicomis est enregistrée;

3° L'endroit où est situé le siège social et, s'il s'agit d'une compagnie extra-provinciale ou étrangère, l'endroit du bureau principal dans la province;

4° Et tous autres détails concernant chaque compagnie de fidéicomis que le ministre des finances peut juger utiles. S. R. 1941, c. 284, a. 20.

Forme du  
certificat.

**21.** Le certificat d'enregistrement doit être rédigé en la forme que le ministre des finances peut déterminer quand il le juge à propos, et être délivré sous la signature du ministre des finances à la compagnie enregistrée.

Le certificat doit contenir :

Contenu.

1° Le nom de la compagnie de fidéicomis et les objets pour lesquels le certificat est accordé;

2° Le premier jour et le dernier jour du terme pour lequel la compagnie de fidéicomis est enregistrée.

Durée.

Le terme de l'enregistrement expire le 30 juin alors prochain. S. R. 1941, c. 284, a. 21.

Certificat  
supplé-  
mentaire.

**22.** Si une compagnie enregistrée désire ajouter à ses opérations quelque autre genre d'affaires autorisé par sa charte et la présente loi, le ministre des finances peut émettre, en faveur de cette compagnie, un certificat d'enregistrement supplémentaire l'autorisant à entreprendre tel autre genre d'affaires. S. R. 1941, c. 284, a. 22.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

**23.** Les dispositions édictées quant aux certificats d'enregistrement sont également applicables aux certificats d'enregistrement supplémentaires ou temporaires et aux renouvellements des certificats d'enregistrement. S. R. 1941, c. 284, a. 23.

**20.** There shall be kept in the office of the Minister of Finance a register called "Register of Trust Companies" in which shall be entered all the trust companies which have obtained a certificate of registration. Such register shall mention:

Register  
of Trust  
Compa-  
nies.

(1) The name of each trust company and the objects for which the certificate has been granted;

Contents.

(2) The first and the last day of the period for which the trust company has been registered;

(3) The place where the head office and, in the case of an extra-provincial or foreign company, the head office in the Province, is situated;

(4) All other particulars respecting each trust company which the Minister of Finance may think useful. R. S. 1941, c. 284, s. 20.

**21.** The certificate of registration shall be drawn up in such form as the Minister of Finance may, as he deems expedient, determine, and shall be delivered, signed by the Minister of Finance, to the registered company.

Form of  
certifi-  
cate.

The certificate shall contain:

(1) The name of the trust company and the objects for which the certificate is granted;

Contents.

(2) The first day and the last day of the period for which the trust company is registered.

The period of the registration shall expire on the 30th of June next following. R. S. 1941, c. 284, s. 21.

Expiry of  
registra-  
tion.

**22.** If a registered company desires to add to its operations any kind of business authorized by its charter and by this act, the Minister of Finance may issue, in favour of such company, a supplementary certificate of registration authorizing it to carry on such kind of business. R. S. 1941, c. 284, s. 22.

Supple-  
mentary  
certifi-  
cate.

**23.** The provisions enacted with respect to certificates of registration shall also apply to supplementary or temporary certificates of registration and to renewals of certificates of registration. R. S. 1941, c. 284, s. 23.

Provi-  
sions ap-  
plicable.

État financier.

**24.** Avant l'émission d'un certificat d'enregistrement, la compagnie de fidéicommiss doit avoir satisfait aux exigences de la loi, et l'exposé de ses affaires, attesté sous les serments du président et du gérant de la compagnie, doit indiquer qu'elle est en état de faire honneur à ses obligations.

Preuve.

Le ministre des finances peut exiger, sous ce rapport, toute preuve qu'il juge de nature à l'éclairer sur l'état financier de la compagnie.

Exception.

Quand il s'agit du renouvellement de l'enregistrement, le ministre des finances peut n'exiger que le rapport produit en vertu de l'article 39. S. R. 1941, c. 284, a. 24.

Noms similaires.

**25.** Une compagnie ne peut être enregistrée sous un nom identique à celui sous lequel une compagnie a déjà été enregistrée, ou lui ressemblant tellement qu'il y aurait danger de les confondre, ou sous aucun autre nom qui, dans l'opinion du ministre des finances, pourrait induire en erreur sur son identité les membres ou le public. S. R. 1941, c. 284, a. 25.

Cies extra-provinciales ou étrangères.

**26.** Une corporation extra-provinciale ou étrangère, dont le siège social est situé en dehors de la province doit de plus, avant d'avoir droit à l'enregistrement, déposer au ministère des finances:

1° Une procuration constituant un agent principal dans la province, aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, et déclarant où sera établi son principal bureau dans la province;

2° Une copie de ses lettres patentes ou de ses articles d'association, ou de tout autre acte constitutif, certifiée par l'officier qui a la garde de l'original.

Dans le cas d'une compagnie constituée par un statut fédéral ou provincial, il suffit d'indiquer le ou les statuts qui concernent sa constitution et ses pouvoirs. S. R. 1941, c. 284, a. 26.

Changement de bureau ou d'agent.

**27.** Chaque fois qu'une compagnie extra-provinciale ou étrangère enregistrée change son agent principal ou le lieu de son bureau principal dans la province, elle doit transmettre au ministre des finances une copie de la nouvelle procuration constatant ce changement, et avis en doit être donné

**24.** Before the issue of a certificate of registration, the trust company must satisfy the requirements of the law, and the statements of its affairs attested by the oath of the president and of the manager of the company must show that it is able to meet its obligations.

Financial statement.

The Minister of Finance may require, for this purpose, any evidence which he may think will give him information as to the financial condition of the company.

Evidence.

In case of renewal of registration, the Minister of Finance need demand only the report filed in virtue of section 39. R. S. 1941, c. 284, s. 24.

Exception.

**25.** No company shall be registered under the same name as that of a company already registered, or so resembling it as to be likely to be confounded therewith, or under any other name which, in the opinion of the Minister of Finance, may mislead its members or the public as to its identity. R. S. 1941, c. 284, s. 25.

Similarity of name.

**26.** Any extra-provincial or foreign company whose head office is situated outside of the Province shall moreover, before being entitled to registration, deposit in the Department of Finance:

Extra-provincial or foreign companies.

(1) A power of attorney appointing a chief agent for the Province for the purpose of receiving service of all actions and proceedings taken against it, and declaring where its head office in the Province will be established;

(2) A copy of its letters patent or articles of association or other incorporating instrument certified by the officer who has charge of the original.

In the case of a company incorporated by a federal or provincial statute, it shall be sufficient to mention the statute or statutes relating to its constitution and powers. R. S. 1941, c. 284, s. 26.

**27.** Whenever a registered extra-provincial or foreign company changes its chief agent or the place of its head office in the Province, it must transmit to the Minister of Finance a copy of the new power of attorney relating to such change, and notice thereof shall be given in the

Change of chief agent, etc.



	dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> . S. R. 1941, c. 284, a. 27.	<i>Quebec Official Gazette</i> . R. S. 1941, c. 284, s. 27.
Change- ment de nom.	<b>28.</b> Si une compagnie extra-provinciale ou étrangère enregistrée change son nom, elle doit transmettre au ministre des finances une copie du document constatant que ce changement a été obtenu légalement, et cette copie doit être certifiée par l'officier qui a la garde de l'original.	<b>28.</b> If a registered extra-provincial or foreign company changes its name, it must transmit to the Minister of Finance a copy of the document establishing that such change has been legally obtained, and such copy shall be certified by the officer who has charge of the original.
Correc- tion du certificat.	Le certificat d'enregistrement doit être corrigé en conséquence, et avis en doit être donné dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> . S. R. 1941, c. 284, a. 28.	The certificate of registration shall be corrected accordingly, and notice thereof shall be given in the <i>Quebec Official Gazette</i> . R. S. 1941, c. 284, s. 28.
Effet du certificat.	<b>29.</b> Toute compagnie extra-provinciale ou étrangère enregistrée peut, sujette aux restrictions et conditions du certificat et des lois de la province, ainsi qu'aux dispositions de sa propre charte, transiger le genre d'affaires autorisé par son certificat, dans la même mesure que si elle avait été constituée en corporation par lettres patentes émises par cette province avec pouvoir de faire les affaires que comporte son certificat. S. R. 1941, c. 284, a. 29.	<b>29.</b> Every registered extra-provincial or foreign company may, subject to the restrictions and conditions of the certificate and of the laws of the Province, and to the provisions of its charter, carry on the kind of business authorized by its certificate, to the same extent as if it had been incorporated by letters patent issued by this Province with power to carry on the business covered by its certificate. R. S. 1941, c. 284, s. 29.
Avis.	<b>30.</b> L'émission, le renouvellement, la suspension, l'annulation et l'expiration sans renouvellement d'un certificat d'enregistrement doivent être publiés dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> , sous forme d'avis, dans les quinze jours qui suivent tel renouvellement ou telle émission, suspension, annulation ou expiration.	<b>30.</b> The issue, the renewal, the suspension, the cancellation or the expiration without renewal of a certificate of registration shall be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> in the form of a notice within the fifteen days next following such issue, renewal, suspension, cancellation or expiration.
Cies extra- provin- ciales.	Quand il s'agit d'une compagnie extra-provinciale ou étrangère enregistrée, l'avis de l'émission ou du renouvellement du certificat doit aussi contenir le nom de l'agent de la compagnie et l'endroit où est tenu le principal bureau d'affaires dans la province. S. R. 1941, c. 284, a. 30.	In the case of a registered extra-provincial or foreign company, the notice of the issue or renewal of the certificate shall also contain the name of the company's agent and the place where the head office in the Province is situated. R. S. 1941, c. 284, s. 30.
Annula- tion de certificat.	<b>31.</b> S'il est démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'une compagnie de fidéicommiss a obtenu un certificat d'enregistrement par fraude ou sous de fausses représentations, ou qu'elle est constituée dans un but illégal ou est insolvable, ou qu'elle néglige de remplir ses obligations ou de se conformer aux lois qui lui sont applicables, ou a cessé d'exister, le certificat de cette compagnie peut être suspendu ou annulé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 284, a. 31.	<b>31.</b> If it be shown to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council that a trust company has obtained a certificate of registration by fraud or under false pretences, or that it has been formed for an illegal purpose, or is insolvent, or that it neglects to fulfil its obligations or to comply with the laws governing it, or that it has ceased to exist, the certificate of such company may be suspended or cancelled by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 284, s. 31.

Avis.

**32.** La suspension ou l'annulation d'un certificat d'enregistrement doit être portée à la connaissance de la compagnie par envoi postal recommandé, ou autrement adressé au bureau principal de la compagnie dans la province. S. R. 1941, c. 284, a. 32.

**32.** The suspension or cancellation of a certificate of registration shall be notified to the company through the post, by registered letter, or otherwise delivered to the head office of the company in the Province. R. S. 1941, c. 284, s. 32.

Effet de l'annulation.

**33.** Dès que son certificat d'enregistrement est suspendu ou annulé, ou dès que son terme d'enregistrement est expiré sans renouvellement, une compagnie de fidéicomis ne peut plus transiger d'affaires dans la province, si ce n'est pour liquider ses affaires, tant que son certificat d'enregistrement n'est pas remis en vigueur. Toutefois, une suspension ou une annulation ou une expiration d'enregistrement n'a pas pour effet d'affecter les responsabilités de la compagnie. S. R. 1941, c. 284, a. 33.

**33.** From the time that its certificate of registration has been suspended or cancelled, or its period of registration has expired without renewal, a trust company shall no longer carry on business in the Province, except to wind-up its business, so long as its certificate of registration has not been restored. Nevertheless no suspension, cancellation or expiration of registration shall affect the obligations of the company. R. S. 1941, c. 284, s. 33.

Effect of cancellation.

Infractions.

**34. 1.** Tout gérant, administrateur, officier ou agent d'une compagnie de fidéicomis, ou toute compagnie de fidéicomis qui, contrairement aux dispositions de la présente section, entreprend ou effectue, ou offre ou tente d'entreprendre ou d'effectuer, ou qui annonce ou sollicite quelques transactions, ou qui perçoit ou reçoit des deniers dans le sens de la présente loi, est coupable d'une infraction et, sur poursuite sommaire de telle infraction devant un juge de district ou un juge de paix ayant juridiction là où l'infraction a été commise, est passible d'une amende d'au plus deux cents dollars et des frais, et d'au moins vingt dollars et des frais, et, à défaut de paiement, le délinquant — si la poursuite est dirigée contre une compagnie, le gérant — est emprisonné, pendant un laps de temps d'au plus trois mois et d'au moins un mois; sur toute conviction subséquente, le délinquant est emprisonné avec condamnation aux travaux forcés pendant un laps de temps d'au plus douze mois et d'au moins trois mois.

**34. (1)** Every manager, director, officer or agent of a trust company, and every trust company which, in violation of the provisions of this division, undertakes or transacts or offers or attempts to undertake or to transact, or which advertises or solicits, any business, or which collects or receives money within the meaning of this act, shall be guilty of an offence, and, on summary proceeding thereof before a district magistrate or a justice of the peace having jurisdiction where the offence was committed, shall be liable to a fine of not more than two hundred dollars nor less than twenty dollars, and costs, and, in default of payment, the offender—if the prosecution be taken against a company, the manager thereof—shall be liable to imprisonment for not more than three months nor less than one month, and, upon every subsequent conviction, to imprisonment with hard labour for not more than twelve months nor less than three months.

Offences.

Fardeau de la preuve.

**2.** Dans toute action ou procédure intentée en vertu de la présente section la preuve de l'enregistrement incombe à la compagnie ou personne accusée.

**(2)** In any action or proceeding taken in virtue of this division, the burden of proving the registration shall be upon the company or person accused.

Burden of proof.

Prescription.

**3.** Toute information ou plainte pour la poursuite d'infractions en vertu de la présente section doit être donnée ou faite par écrit dans l'année qui suit la perpétration de l'infraction.

**(3)** Every information or complaint in a prosecution for offences in virtue of this division shall be in writing within the year following the commission of the offence.

Prescription.

**Procé- dure.** 4. Toutes poursuites prises en vertu des dispositions de la présente loi sont intentées, instruites et jugées conformément à la Loi des poursuites sommaires (chap. 35). S. R. 1941, c. 284, a. 34.

(4) Every prosecution taken in virtue of the provisions of this act shall be taken, tried and decided in accordance with the provisions of the Summary Convictions Act (Chap. 35). R. S. 1941, c. 284, s. 34.

**Usage du mot «fidéicom- mis».** 35. Sous la pénalité édictée à l'article 34, il est prohibé à toute personne ou compagnie qui n'est pas enregistrée en vertu de la présente loi, de se servir, dans la province, du mot « fidéicommiss » combiné ou mis en rapport avec les mots « compagnie », « société », « association », « corporation » ou tous autres mots qui peuvent être de nature à laisser croire au public qu'il s'agit d'une compagnie enregistrée pour transiger des affaires de fidéicommiss.

35. Every person or company not registered in virtue of this act is forbidden, under the penalty enacted by section 34, to make use in the Province of the word "trust" combined or associated with the words "company", "society", "association" or "corporation", or any other words of a nature to lead the public to believe that such company is a company registered to carry on trust business.

**Exception.** Le présent article ne s'applique pas aux compagnies, sociétés, associations ou corporations qui, avant le 1er juillet 1913 (date de l'entrée en vigueur de la loi 3 George V, chapitre 44), possédaient le mot « fidéicommiss » dans leur nom corporatif. S. R. 1941, c. 284, a. 35.

This section shall not apply to any company, society, association or corporation which, before the 1st of July, 1913 (the date of the coming into force of the act 3 George V, Chapter 44), had the word "trust" in its corporate name. R. S. 1941, c. 284, s. 35.

## SECTION VI

## DIVISION VI

### INSPECTION ET VÉRIFICATION

### INSPECTION AND AUDIT

**Inspection et employés.** 36. Pour assurer la mise à exécution de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un officier appelé «inspecteur des compagnies de fidéicommiss» et tous autres officiers ou employés attachés à la mise à exécution de la présente loi.

36. In order to ensure the proper carrying out of this act, the Lieutenant-Governor in Council may appoint an officer called "Inspector of Trust Companies" and all other officers or employees for the carrying out of this act.

**Contrôle.** L'inspecteur et les autres officiers ou employés ainsi nommés sont sous le contrôle du ministre des finances, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut définir leurs fonctions et leurs devoirs. S. R. 1941, c. 284, a. 36.

The inspector and the other officers or employees so appointed shall be under the control of the Minister of Finance, and the Lieutenant-Governor in Council may define their functions and duties. R. S. 1941, c. 284, s. 36.

**Inspection obligatoire.** 37. Les compagnies enregistrées sont sujettes à l'inspection de l'inspecteur des compagnies de fidéicommiss. S. R. 1941, c. 284, a. 37.

37. Registered companies shall be subject to the inspection of the inspector of trust companies. R. S. 1941, c. 284, s. 37.

**Frais du bureau de l'inspecteur.** 38. Les frais du bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommiss, déterminés chaque année par le lieutenant-gouverneur en conseil, sont à la charge des compagnies de fidéicommiss enregistrées dans la province.

38. The costs of the office of the Inspector of Trust Companies, determined each year by the Lieutenant-Governor in Council, shall be chargeable to the trust companies registered in the Province.

**Recouvrement.** Le montant de ces frais est recouvré de chaque compagnie ainsi qu'il suit:

The amount of such costs shall be recovered from each company as follows:

a) une partie suivant un minimum fixé chaque année par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) le solde, dans la proportion, pour chaque compagnie, de ses revenus bruts provenant de ses opérations dans la province pendant l'année précédente par rapport au total des revenus bruts de toutes les compagnies provenant de leurs opérations dans la province pour la même année.

**Certificat.** Le certificat du ministre des finances établit définitivement le montant que chaque compagnie doit payer en vertu du présent article. S. R. 1941, c. 284, a. 38; 11 Geo. VI, c. 67, a. 2; 3-4 Eliz. II, c. 45, a. 1.

**Rapport annuel.**

**39.** Chaque compagnie enregistrée doit, le ou avant le premier jour de mars de chaque année, faire et produire au bureau de l'inspecteur un rapport de ses opérations pour l'année finissant le trente et unième jour de décembre immédiatement précédent, lequel rapport doit contenir:

- 1° Une liste de ses officiers et de ses membres;
- 2° Un état du capital autorisé;
- 3° Un état du capital souscrit;
- 4° Un état du capital libéré;
- 5° Un état de l'actif et du passif de la compagnie;
- 6° Un état indiquant les dividendes déclarés et payés;
- 7° Les autres détails que peut en outre requérir le ministre des finances.

**Cies extra-provinciales.** Une compagnie extra-provinciale ou étrangère doit en outre produire une copie du dernier rapport annuel préparé pour l'information de ses actionnaires.

**Publication des rapports.** Il est du devoir du ministre des finances de publier un sommaire de ces rapports, ainsi que les noms des compagnies enregistrées, dans les trois mois qui suivent le 1er mars de chaque année. S. R. 1941, c. 284, a. 39.

**Droit de l'inspecteur.**

**40.** Aux époques fixées à cette fin par le ministre des finances, l'inspecteur a accès aux locaux de chaque compagnie enregistrée, et a le droit d'examiner ses livres de compte, papiers et documents, dans le but de constater dans quel état se trouvent les affaires de la compagnie. S. R. 1941, c. 284, a. 40.

(a) a portion according to a minimum fixed each year by the Lieutenant-Governor in Council;

(b) the balance, in the proportion, for each company, that its gross revenue derived from its operations in the Province during the preceding year bears to the total gross revenues of all companies derived from their operations in the Province for the same year.

The certificate of the Minister of Finance shall establish finally the amount which each company must pay under this section. R. S. 1941, c. 284, s. 38; 11 Geo. VI, c. 67, s. 2; 3-4 Eliz. II, c. 45, s. 1.

**39.** Each registered company shall, on or before the first day of March of each year, make and file in the office of the inspector, a report of its operations for the year ending on the 31st of December next preceding, which report shall contain:

- (1) A list of its officers and members;
- (2) A statement of its authorized capital;
- (3) A statement of its subscribed capital;
- (4) A statement of its paid-up capital;
- (5) A statement of the assets and of the liabilities of the company;
- (6) A statement showing the dividends declared and paid;
- (7) Such other particulars as the Minister of Finance may require.

Every extra-provincial or foreign company shall, moreover, file a copy of the last annual report prepared for the information of its shareholders.

It shall be the duty of the Minister of Finance to publish a summary of such reports as well as of the names of registered companies, within the three months next following the 1st of March of each year. R. S. 1941, c. 284, s. 39.

**40.** At the time fixed for that purpose by the Minister of Finance, the inspector shall have access to the premises of each registered company, and the right to examine its books of account, papers and documents, in order to ascertain the condition of the company's business. R. S. 1941, c. 284, s. 40.

Contra-  
vention.

**41.** Toute compagnie enregistrée refusant de permettre que cet examen ait lieu, ou l'empêchant ou l'entravant d'une manière quelconque, est passible de la suspension ou de l'annulation de son enregistrement. S. R. 1941, c. 284, a. 41.

Vérifica-  
tion.

**42.** 1. Il est du devoir des officiers d'une compagnie enregistrée de faire faire chaque année au moins, une vérification de bonne foi de ses affaires et de ses livres et registres par un vérificateur compétent, qui depuis au moins deux ans n'a occupé aucune charge ou emploi de la compagnie.

Examen  
spécial.

2. Le ministre des finances, s'il est établi à sa satisfaction qu'un examen spécial des affaires d'une compagnie enregistrée est nécessaire dans l'intérêt public, peut nommer une personne compétente pour faire cet examen et s'enquérir de la manière dont les affaires de cette compagnie sont conduites.

Pouvoirs  
du vérifi-  
cateur.

3. La personne ainsi nommée a tous les pouvoirs nécessaires pour assigner à comparaître devant elle les personnes qu'elle juge en état de lui donner des renseignements et pour les interroger sous serment.

Frais.

Les frais occasionnés par l'examen spécial doivent être payés par la compagnie enregistrée, sur le certificat du ministre des finances en fixant le montant.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

Les articles 40 et 41 s'appliquent à l'examen spécial ordonné par le ministre des finances.

Annula-  
tion de  
l'enregis-  
trement.

4. Si le rapport de la personne nommée pour faire l'examen spécial démontre que la compagnie procède illégalement ou est insolvable, le ministre des finances, après la preuve supplémentaire qu'il peut juger à propos d'exiger et après avoir donné aux officiers de la compagnie l'occasion de s'expliquer, soumet la question au lieutenant-gouverneur en conseil qui peut suspendre ou annuler l'enregistrement de la compagnie, à moins que cette dernière ne se conforme aux instructions du ministre des finances. S. R. 1941, c. 284, a. 42.

**41.** Every registered company refusing to allow such examination or preventing or obstructing it in any way shall be liable to suspension or cancellation of its registration. R. S. 1941, c. 284, s. 41.

Infra-  
ction.

**42.** (1) It shall be the duty of the officers of a registered company to have a trustworthy auditing made, at least every year, of its business and books and registers by a competent auditor who, for at least two years, has held no office or employment in the company.

Audit.

(2) The Minister of Finance may, if it be established to his satisfaction that a special audit of the affairs of a registered company is necessary in the public interest, appoint a competent person to make such audit and to investigate the manner in which the affairs of such company are carried on.

Special  
audit.

(3) The person so appointed shall have the necessary powers for summoning to appear before him such persons as he may consider to be in a position to give him information, and for examining them under oath.

Powers of  
auditor.

The costs entailed by the special audit shall be paid by the registered company, on a certificate from the Minister of Finance establishing the amount thereof.

Costs.

Sections 40 and 41 shall apply to the special audit ordered by the Minister of Finance.

Provisions  
appli-  
cable.

(4) If the report by the person appointed to make a special audit shows that the company is proceeding illegally or is insolvent, the Minister of Finance, after such additional proof as he may deem advisable to exact, and after the company's officers have been given an opportunity to explain, may submit the question to the Lieutenant-Governor in Council, who may suspend or cancel the company's registration unless the latter complies with the instructions of the Minister of Finance. R. S. 1941, c. 284, s. 42.

Cancellat-  
ion of  
registra-  
tion.

## SECTION VII

DU TARIF DES DROITS ET DES HONORAIRES ET  
DISPOSITIONS DIVERSESTarif des  
droits.

**43.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire et modifier le tarif

## DIVISION VII

TARIFF OF DUTIES AND FEES AND MISCELLANEOUS  
PROVISIONS

**43.** It shall be lawful for the Lieutenant-Governor in Council to make and

Tariffs of  
fees.



des droits et honoraires qu'il peut juger à propos de déclarer payables:

1° Sur la constitution en corporation des compagnies de fidéicomis;

2° Sur les certificats d'enregistrement annuels, temporaires ou supplémentaires, et sur les renouvellements de certificats d'enregistrement.

Percep-  
tion.

Ces droits et honoraires sont payables au ministre des finances qui en délivre un reçu à la personne qui en fait le paiement. S. R. 1941, c. 284, a. 43.

amend the tariff of the duties and fees which he may think fit to declare payable:

(1) For the incorporation of trust companies;

(2) For annual, temporary or supplementary certificates of registration and for renewals of certificates of registration.

Such duties and fees shall be payable to the Minister of Finance, who shall deliver a receipt therefor to the person paying them. R. S. 1941, c. 284, s. 43. Payment.

Caducité  
des pou-  
voirs cor-  
poratifs.

**44.** Les pouvoirs corporatifs d'une compagnie de fidéicomis constituée en corporation en vertu de la présente loi, ou d'une loi de la Législature, deviennent caducs, faute d'usage pendant deux ans à compter de la date de la constitution en corporation, sauf à seule fin de liquider ses affaires.

Idem.

Les pouvoirs corporatifs d'une compagnie de fidéicomis, quel que soit le mode de sa constitution en corporation par la province antérieurement au 1er juillet, 1913 (date de l'entrée en vigueur de la loi 3 George V, chapitre 44), deviennent caducs, faute d'usage pendant deux ans à partir de ladite date, sauf à seule fin de liquider ses affaires; le tout sans préjudice des lois spéciales qui, par leurs dispositions, peuvent décréter un autre mode de caducité. S. R. 1941, c. 284, a. 44.

**44.** The corporate powers of a trust company incorporated in virtue of this act or of an act of the Legislature shall lapse for non-user during two years from the date of the incorporation, except for the sole purpose of winding up its business. Lapse of  
powers.

The corporate powers of a trust company, incorporated by the Province in whatsoever manner, before the 1st of July, 1913 (the date of the coming into force of the act 3 George V, Chapter 44), shall lapse for non-user for two years after such date except for the sole purpose of winding up its business, the whole without prejudice to special acts which may enact another mode whereby such powers shall lapse. R. S. 1941, c. 284, s. 44. Idem.